

Massacre d'ouvriers par le gouvernement de front populaire en Afrique du Sud

Pour la victoire des mineurs de Marikana !

Grève générale ! Pour l'autodéfense !

En Afrique du Sud, le 16 août 2012, la police du gouvernement de l'Alliance tripartite (ANC-SACP-COSATU) présidé par Zuma a perpétré un massacre parmi les travailleurs de la mine de platine de Marikana qui étaient en grève pour une augmentation de salaire depuis le 10 août : 34 travailleurs furent assassinés, dont 4 membres sur les 6 que comportait le comité de grève élu par les mineurs, et au moins 78 blessés, sans sommation.

L'Afrique du Sud est le plus gros producteur de platine du monde. La mine de Marikana appartient au groupe Lonmin, le troisième producteur de platine du monde, coté à la Bourse de Londres. Dans tout le pays, les salaires des mineurs sont aussi bas et leurs conditions de travail aussi déplorables que du temps de l'apartheid. La plupart des mineurs de Marikana logent dans un bidonville. Ils travaillent 8 à 9 h sous terre à 40 °C pour 4 000 ou 5 000 rands (environ 400 euros ou 500 dollars) et demandent la revalorisation de leurs salaires à 15 000 rands. La grève avait été soutenue au départ par le syndicat AMCU. Pourtant, le 15 août, le secrétaire général de l'AMCU Joseph Mathunjwa et celui de la NUM Senzeni Zokwana s'étaient rendus ensemble sur place pour faire reprendre le travail. L'assemblée générale avait expulsé Zokwana et avait décidé la poursuite de la grève.

La NUM, affiliée à la confédération syndicale COSATU, était le syndicat traditionnel des mineurs, mais il commence à être concurrencé par l'AMCU à cause de sa collaboration ouverte avec le patronat. Il faut dire que l'ancien président du NUM, Cyril Ramaphosa, est aujourd'hui administrateur de Lonmin, donc un exploitateur direct des mineurs de Marikana. Son beau-frère est ministre de la justice. La COSATU fait partie de « l'Alliance tripartite » qui subordonne les organisations ouvrières de masse (la COSATU et le parti « communiste » SACP) au parti nationaliste bourgeois ANC.

Le SACP, qui est présent au gouvernement, avait préparé la répression policière.

On ne peut tolérer aujourd'hui que des gens recourent à la violence pour forcer les mineurs à rejoindre un syndicat particulier... Le Parti communiste sud-africain appelle la police à agir pour que les voyous qui ont remplacé la raison et le dialogue par des balles rendent des comptes. (SACP, Communiqué, 14 août)

Le lendemain du massacre, le 17 août, le président Zuma a décidé de mettre en place une « commission d'enquête », la diversion classique de tous les gouvernements bourgeois. Riah Phiyega, la chef de la police nationale, a déclaré le même jour que les policiers n'avaient fait que leur devoir et « ne devaient pas se repentir » de la mort des mineurs. Le 20 août, le procès « pour meurtre » de 250 mineurs arrêtés le 16 août a commencé alors que certains des travailleurs accusés se trouvent toujours à l'hôpital.

Pendant trois jours, le SACP a gardé le silence. Il n'en est sorti que pour blâmer le syndicat rival du NUM et soutenir le gouvernement, la police.

Tous nos souhaits de rétablissement à ceux qui ont été blessés, ouvriers et policiers. Le CC accueille favorablement l'annonce par le Président Zuma d'une commission d'enquête... La commission présidentielle devra enquêter sur le comportement violent du faux syndicat AMCU... (SACP, Déclaration du Comité central, 19 août)

Toutes les bureaucraties syndicales et tous les partis réformistes sont des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs ne doivent pas croire les « communistes » et les centristes qui essaient de les persuader, malgré l'expérience de la révolution espagnole de 1934-1937, de la révolution allemande de 1953, de la révolution hongroise de 1956 ou de la révolution chilienne de 1970-1973, que les partis qui viennent du stalinisme sont bien plus progressistes que ceux qui viennent du travaillisme ou de la sociale-démocratie. La sociale-démocratie a trahi depuis 1914 et le stalinisme depuis 1933. Depuis, les uns comme les autres défendent la patrie, tous renforcent l'armée et la police et même l'utilisent contre les travailleurs quand ils sont au pouvoir. En Grèce, le KKE est chauvin, a soutenu la répression de la jeunesse et divise délibérément les rangs ouvriers. En France, le PCF a participé de 1997 à 2002 au gouvernement qui a le plus privatisé. En Italie, le PRC et le PCdI ont soutenu le gouvernement Prodi qui a réduit les retraites. Aux États-Unis, le CPUSA appelle pour la deuxième fois à voter Obama. À Cuba, le parti unique PCC a licencié 500 000 travailleurs d'un coup et rétablit le capitalisme. En Chine, le parti unique PCC a restauré le capitalisme, interdit le syndicalisme indépendant, réprime les grèves et opprime les minorités nationales. En Russie, le KPRF est chauvin et xénophobe. En Afrique du Sud, le SACP participe au gouvernement bourgeois dirigé par l'ANC qui a assassiné les 34 mineurs. Et il y a encore.

Le parti ANC est né comme un mouvement nationaliste bourgeois, qui exprimait les aspirations de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie noires, indiennes et métisses à partager le pouvoir et le capital avec la bourgeoisie blanche. En 1950, le parti stalinien SACP est devenu une composante de l'ANC, s'acharnant à soumettre les jeunes et les travailleurs à la direction bourgeoise du parti nationaliste.

En dépit de l'ANC, en 1976, la jeunesse de la banlieue noire de Soweto se souleva et puis les grèves se multiplièrent

de la part des salariés noirs et métis. L'ANC, parvint, avec l'aide de l'appareil stalinien du SACP, de la bureaucratie syndicale du COSATU, à prendre le contrôle des syndicats ouvriers « non enregistrés » qui naissaient des luttes et à les subordonner au « front uni anti-impérialiste » et à la « révolution par étapes » (d'abord la fin de l'apartheid, dans un avenir très lointain le socialisme).

Pourtant, la lutte des classes s'intensifia et, en 1990, l'impérialisme américain dut négocier avec la bureaucratie russe la transition en Afrique du Sud. Le gouvernement NP raciste, confronté à une situation révolutionnaire, libéra Mandela, accepta de légaliser l'ANC, le SACP et le PAC (un autre mouvement nationaliste) en 1990 et d'abolir l'apartheid en 1991. L'égalité raciale et les libertés démocratiques ont été un sous-produit de la lutte des classes et de la crainte de la part de la bourgeoisie locale et mondiale de la révolution prolétarienne.

Mais les masses noires et la classe ouvrière ont été frustrées de leur victoire par Mandela et l'Alliance tripartite, appuyés par toutes les Églises chrétiennes, qui ont préservé le capitalisme sud-africain et l'État bourgeois qui garantit l'exploitation. Certes, le drapeau a changé ; une petite minorité de Noirs, membres de l'ANC, du SACP et de la COSATU sont rentrés dans les sommets de l'État ou sont devenus des actionnaires et des patrons. Mais l'exploitation, la pauvreté et l'oppression sont restées le lot de la majorité ; les bourreaux du régime raciste sont restés impunis et la réforme agraire n'a pas été menée ; le gouvernement ANC-SACP a entrepris de privatiser les entreprises publiques ; la police et l'armée continuent de persécuter les immigrés (les noirs, pas les blancs), de réprimer les émeutes des townships et de briser les grèves.

Pour en finir, il faut un autre appareil syndical que la bureaucratie corrompue de la COSATU, une direction lutte de classe. Il faut un autre parti que le SACP réformiste vendu à la bourgeoisie sud-africaine, un vrai parti communiste, révolutionnaire et internationaliste. Il faut une autre économie que celle qui est basée sur la propriété privée, le salariat et la recherche du profit qui maintient les mineurs dans la misère, il faut le contrôle des producteurs et des consommateurs sur la production et la distribution. Il faut supprimer l'État bourgeois et son appareil répressif, le remplacer par les conseils des travailleurs et l'armement du peuple. Si les travailleurs de tout le pays encerclaient les commissariats, ils pourraient désarmer une fois pour tous les tueurs d'ouvriers. Ce serait le début de la révolution socialiste et de l'émancipation du continent.

Libération de tous les mineurs emprisonnés, cessation de toute poursuite judiciaire à l'égard des travailleurs de Marikana !

Solidarité internationale de toutes les organisations ouvrières avec les travailleurs de Marikana !

Grève générale et milices ouvrières de tout le pays pour aider les mineurs et pour la satisfaction des revendications !

Expropriation sans indemnité ni rachat de Lonmin !

Armement général de la population et désarmement des mercenaires de la police permanente !

Gouvernement ouvrier et paysan !

États-Unis socialistes d'Afrique !

23 août 2012

Collectif Révolution Permanente / Autriche, France, Pérou
Comité communiste internationaliste (trotskyste) / France